



Avenir des hôpitaux du sud Aveyron

Orise de confiance entre les décideurs et les usagers

le vice-président de la CDU de l'hôpital de St Affrique quitte la réunion.

Depuis 2017, l'association des usagers et son représentant au sein de la Commission des Usagers de l'Hôpital de Saint Affrique interroge sur le contenu concret derrière le slogan de communication « hôpital médian », depuis cette date l'association participe à chaque fois qu'il nous a été demandé de préciser nos questions, nos propositions.

Dans le cadre de « l'audit » du ministère de la santé nous avons, en particulier, insisté sur la nécessité de répondre aux questions suivantes :

- comment les habitant-e-s des secteurs les plus éloignés (Camarès, Belmont, St Izaire, Coupiac, ..) auront ils la garantie d 'un accès à 30 mn pour les urgences et 45 pour la maternité ? Ces impératifs, autrefois pris en compte dans le cadre de « l'exception géographique » visant les zones rurales de montagne, doivent être pris en compte dans toute étude sur l'avenir de nos hôpitaux.
- comment le service de médecins, et en particulier de spécialistes peut il être amélioré et garanti ? Si un projet d'avenir est étudié, cette question doit être abordée. Il est d 'usage de nous opposer l'intouchable règle corporatiste selon laquelle, les médecins décident seuls de leurs installations. Sans nier la nécessité de rechercher les solutions pour faciliter et rendre attractive la prise de postes dans nos zones, nous considérons que la « loi du marché » est une sorte de loi de la jungle qui désertifie nos territoires et contribue aux inégalités sociales.

Le cabinet chargé de l'audit, les élus politiques, les représentants de l'Agence Régionale de Santé (ARS), ceux des médecins, nous ont tous répondu que nos questions étaient essentielles et trouveraient des réponses dans le rapport.

Depuis juillet 2018 le rapport d'audit est sorti. Les élus (maires de St Affrique et Millau, député), les représentants de l'ARS et des médecins, les Directions des hôpitaux ont ce rapport.

Début 2019, ils se sont entendus sur un scénario ...et le mettent en œuvre, c'est la fusion des hôpitaux de St Affrique et Millau.

Tout indique que cette fusion se traduit par :

- le déplacement des services essentiels vers Millau et la transformation de l'hôpital de St Affrique en annexe (Soins de suite, pré et post mater,..) ce qui veut dire, la disparition des urgences et maternité, donc un éloignement significatif pour des milliers d'habitants. Cette fusion se traduisant, au passage par une réduction des capacités d'accueil (le nombre de lits) et de personnel.
- le vieillissement des deux hôpitaux se poursuit, avec, régulièrement, les fermetures « temporaires » techniques et les difficultés de remplacement des médecins et personnels.
- l'absence de toute nouvelle installation moderne permettant de croire à une « attractivité » améliorée de notre territoire.

Cette restructuration, ne serait que la reprise de la précédente fusion.

Abandonnant les règles de l'accès à 30 et 45 mn, elle ne résoudrait rien de l'avenir du sud-Aveyron. Très rapidement la fermeture des services essentiels de nos deux hôpitaux et le transfert sur Rodez, Montpellier et Albi condamnerait la proximité sur notre territoire.

Démocratie bafouée

Nos décideurs locaux, régionaux et nationaux, se sont entendus sur « un pacte d'omerta ». Les habitants, les représentants des usagers, ceux du personnel, sont soigneusement tenus hors des débats, les informations ne leur sont pas données.

L'idée que les citoyens sont trop c... a l'air bien partagée, puisque ce rapport de juillet 2018, le scénario décidé en 2019, les transferts de services et cadres sont gardés secrets.

Nous sortons d'une campagne électorale, après laquelle tout le monde affirme regretter l'abstention, les attaques personnelles, .. . Mais comment s'en étonner quand les débats ne portent pas sur des questions éminemment concrètes, quand la démocratie sanitaire (par exemple) est ridiculisée. Par ces choix, politiques, gestionnaires, « spécialistes » et médias décident de ne laisser aux habitants qu'un spectacle de démocratie où les questions fondamentales de notre avenir se décident sans notre avis.

Ne pouvant cautionner cette situation et pour que les choses changent, le représentant du MANIFESTE au sein de la Commission des Usagers (CDU) et viceprésident de celle-ci a quitté la séance du 28 Août après l'étude des réclamations d'usagers.

Nous demandons que cessent les stratégies d'omerta et de lobbying corporatiste et que tous s'engagent dans une véritable démocratie sanitaire.

Pour le Manifeste et le collectif des Assises de la santé en sud-Aveyron Bernard Bouillot / Rose Combes (co-présidents), Henri Célié (Vice-président de la CDU de l'hôpital de St Affrique)